



*Saputo*

**1** PREMIER TRIMESTRE

EXERCICE 2018

Voici les résultats du premier trimestre de l'exercice 2018, terminé le 30 juin 2017.

- Le bénéfice net a totalisé 200,3 millions de dollars, en hausse de 23,6 millions de dollars, ou 13,4 %.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA<sup>1</sup>) s'est établi à 355,2 millions de dollars, en hausse de 37,0 millions de dollars, ou 11,6 %.
- Les revenus du trimestre ont totalisé 2,892 milliards de dollars, en hausse de 260,7 millions de dollars, ou 9,9 %.
- Le bénéfice net par action (de base et dilué) s'est établi à 0,52 \$ et à 0,51 \$, respectivement, pour le trimestre, comparativement à 0,45 \$ et à 0,44 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 15,6 % et de 15,9 %, respectivement.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)

(non auditées)	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
Revenus	2 892,1	2 631,4
BAIIA <sup>1</sup>	355,2	318,2
Bénéfice net	200,3	176,7
Bénéfice net par action		
De base	0,52	0,45
Dilué	0,51	0,44

- Dans le Secteur Canada, les revenus sont demeurés relativement stables. Le BAIIA a augmenté grâce à l'amélioration de la matière première et à l'optimisation des ingrédients.
- Dans le Secteur USA, le prix moyen du bloc<sup>2</sup> par livre de fromage et le prix moyen du beurre<sup>3</sup> par livre ont été plus élevés qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par une augmentation des revenus. La hausse des volumes de ventes, de même que la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, ont également eu une incidence positive sur les revenus durant le trimestre. Le BAIIA a augmenté grâce à la hausse des volumes de ventes. Les facteurs de marché<sup>4</sup>, qui se sont chiffrés à environ 3 millions de dollars, ont eu une incidence positive sur le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Dans le Secteur International, les revenus et le BAIIA ont augmenté en raison de la hausse des prix de vente tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises au cours du trimestre a eu une incidence positive sur les revenus d'environ 60 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'affaiblissement du dollar canadien. Cette fluctuation a eu une incidence positive d'environ 9 millions de dollars sur le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le conseil d'administration a révisé la politique en matière de dividendes et a augmenté le dividende trimestriel, qui est passé de 0,15 \$ l'action à 0,16 \$ l'action, soit une hausse de 6,7 %. Le dividende trimestriel sera payable le 15 septembre 2017 aux actionnaires ordinaires inscrits le 5 septembre 2017.

<sup>1</sup> Le BAIIA est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 3 du présent rapport pour la définition de ce terme.

<sup>2</sup> Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

<sup>3</sup> Le « prix moyen du beurre » correspond au prix moyen quotidien du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

<sup>4</sup> Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

# Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif de fournir aux investisseurs une meilleure compréhension des activités, de la performance et de la stratégie de la Société, et d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 juin 2017. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2017 et 2016. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 30 juin 2017 et le 1<sup>er</sup> août 2017, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, les attentes, les estimations, les objectifs, les projets et les intentions de Saputo à la date des présentes en ce qui concerne les revenus et les charges prévus, l'environnement économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que la disponibilité et le coût du lait et des autres matières premières et l'approvisionnement en énergie, ses coûts d'exploitation et le prix de ses produits finis sur les différents marchés où elle exerce ses activités.

Ces énoncés prospectifs portent notamment sur les objectifs à court et à moyen terme de la Société, ses perspectives, ses projets commerciaux et ses stratégies pour atteindre ces objectifs, ainsi que sur ses convictions, ses projets, ses objectifs et ses attentes. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « cibler » ou « viser » à la forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur, et à l'emploi d'autres termes semblables.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans les documents de la Société déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2017 de la Société.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction, que cette dernière estime raisonnables à la date des présentes, et par conséquent, sont sujets à changement par la suite. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date.

Dans la mesure où des énoncés prospectifs figurant dans le présent document constituent des perspectives financières au sens de la législation en valeurs mobilières applicable, une telle information vise à fournir aux actionnaires des renseignements à l'égard de la Société, y compris son évaluation des plans financiers futurs, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les perspectives financières, tout comme l'information prospective en général, sont fondées sur des estimations, des attentes et des hypothèses actuelles et sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents de même qu'à d'autres facteurs.

À moins que la législation en valeurs mobilières ne l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour son compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

## MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Dans certains cas, lors de l'évaluation de mesures financières de la performance, la Société fait référence à des termes, tels que « BAIIA », qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Par conséquent, ces mesures non définies par les IFRS ne sont pas susceptibles d'être comparables à des mesures intitulées ou décrites de façon semblable qui sont appliquées par d'autres sociétés cotées en Bourse, et elles n'indiquent pas non plus que les éléments exclus sont non récurrents. La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) comme mesure de sa performance puisqu'il s'agit d'une mesure courante dans l'industrie et qu'elle reflète la rentabilité continue des activités consolidées de la Société. La mesure financière définie par les IFRS la plus semblable au BAIIA est le bénéfice avant impôts sur les bénéfices.

Le BAIIA, tel qu'il est utilisé par la direction, permet de présenter avec précision et comparabilité les activités en cours de la Société. Les mesures non définies par les IFRS procurent également aux lecteurs une représentation des activités jugée pertinente en ce qui a trait à la performance financière de la Société, car elles comprennent de l'information financière supplémentaire qui peut être utilisée pour dégager les tendances ou des informations à fournir additionnelles qui donnent des détails sur la façon dont les activités de la Société sont exercées. Les mesures non définies par les IFRS permettent également de comparer les résultats des exercices précédents de la Société.

La définition ci-dessus est utilisée dans le contexte des résultats et des activités de la période de trois mois terminée le 30 juin 2017. Les mesures non définies par les IFRS peuvent être modifiées en raison de transactions futures ou si la direction le juge nécessaire afin d'améliorer la compréhension et la comparabilité des résultats et activités futurs de la Société.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du bénéfice avant impôts sur les bénéfices et du BAIIA pour les périodes de trois mois pour lesquelles la direction a présenté cette mesure.

*(en millions de dollars CAD)*

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	291,6	256,2
Autres charges financières	2,1	2,0
Intérêts sur la dette à long terme	7,8	10,7
Amortissement	53,7	49,3
<b>BAIIA</b>	<b>355,2</b>	<b>318,2</b>

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 30 juin 2017 ont totalisé 2,892 milliards de dollars, en hausse de 260,7 millions de dollars, ou 9,9 %, comparativement à 2,631 milliards de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du prix moyen du bloc par livre de fromage<sup>1</sup> et du prix moyen du beurre<sup>2</sup> par livre s'est traduite par une augmentation des revenus d'environ 66 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des volumes de ventes, de même que la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, ont eu une incidence positive sur les revenus. De plus, l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, dans le Secteur Canada et le Secteur International s'est traduite par une augmentation des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 60 millions de dollars.

Le **BAIIA consolidé** du premier trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 355,2 millions de dollars, en hausse de 37,0 millions de dollars, ou 11,6 %, comparativement à 318,2 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers, par la hausse des volumes de ventes ainsi que par une combinaison de produits favorable. De plus, les facteurs favorables du marché aux États-Unis ont eu une incidence positive sur le BAIIA d'environ 3 millions de dollars. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au progiciel de gestion intégré (PGI) et par la hausse des coûts liés à l'entreposage, à la logistique et aux ingrédients. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence favorable d'environ 9 millions de dollars sur le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'**amortissement** pour le premier trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 53,7 millions de dollars, en hausse de 4,4 millions de dollars, comparativement à 49,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation découle surtout de la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises et des ajouts aux immobilisations, qui ont augmenté le nombre d'actifs amortissables.

Les **charges d'intérêts nettes** ont diminué de 2,8 millions de dollars au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse des taux d'intérêt et du niveau de la dette à long terme.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le premier trimestre de l'exercice 2018 ont totalisé 91,3 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 31,3 %, comparativement à 31,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** pour le premier trimestre de l'exercice 2018 a totalisé 200,3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 23,6 millions de dollars, ou 13,4 %, comparativement à 176,7 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus.

<sup>1</sup> Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

<sup>2</sup> Le « prix moyen du beurre » correspond au prix moyen quotidien du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

## PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2018	2017					2016		
	T1	T4	T3	T2	T1		T4	T3	T2
Revenus	<b>2 892,1</b>	2 719,8	2 966,1	2 845,3	2 631,4	Revenus	2 734,0	2 901,0	2 792,1
BAIIA	<b>355,2</b>	284,1	346,6	340,6	318,2	BAIIA	281,6	320,1	280,1
Bénéfice net	<b>200,3</b>	165,2	197,4	191,8	176,7	Bénéfice net	141,2	175,2	148,6
						BAIIA ajusté <sup>1</sup>	313,1	320,4	281,7
						Coûts d'acquisition <sup>2</sup>	0,5	0,2	1,1
						Coûts de restructuration <sup>2</sup>	23,1	–	–
						Bénéfice net ajusté <sup>1</sup>	164,8	175,4	149,7
Bénéfice net par action						Bénéfice net par action			
De base	<b>0,52</b>	0,42	0,50	0,49	0,45	De base	0,36	0,44	0,38
Dilué	<b>0,51</b>	0,42	0,49	0,48	0,44	Dilué	0,36	0,44	0,37
						Bénéfice net par action ajusté <sup>1</sup>			
						De base	0,42	0,45	0,38
						Dilué	0,41	0,44	0,38

<sup>1</sup> Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net par action ajusté (de base et dilué) sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2017 de la Société pour la définition de ces termes.

<sup>2</sup> Après impôts sur les bénéfices.

### Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018	2017			
	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché <sup>1,2</sup>	<b>3</b>	(10)	(3)	20	(11)
Réduction de valeur des stocks	<b>(1)</b>	(2)	–	(1)	(1)
Conversion des devises <sup>1,3</sup>	<b>9</b>	(4)	3	3	11

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

<sup>2</sup> Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

<sup>3</sup> La conversion des devises inclut l'effet sur le BAIIA de la conversion du dollar américain, du dollar australien et du peso argentin en dollars canadiens.

## TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

La présente section vise à donner un aperçu des stratégies de gestion de la trésorerie et du capital de la Société ainsi que des méthodes utilisées pour atteindre les objectifs opérationnels. Elle fournit également des détails sur la façon dont la Société gère son risque de liquidité afin de s'acquitter de ses obligations financières aux moments requis.

La majorité des besoins en trésorerie de la Société sont financés au moyen des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Ces fonds sont principalement affectés aux dépenses en immobilisations, au versement des dividendes, au remboursement de la dette, aux acquisitions d'entreprises et au rachat d'actions. De plus, la Société dispose de facilités de crédit bancaire destinées à des fins générales.

Les flux de trésorerie de la Société sont présentés dans le tableau qui suit.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	250,5	419,5
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	119,8	348,6
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(93,5)	(79,7)
Trésorerie utilisée pour les activités de financement	(139,1)	(52,6)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(112,8)	216,3

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 250,5 millions de dollars, comparativement à 419,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 169,0 millions de dollars.

La **trésorerie nette générée par les activités d'exploitation** au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 s'est élevée à 119,8 millions de dollars, comparativement à 348,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution de 228,8 millions de dollars est attribuable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation d'un montant de 214,5 millions de dollars découlant des variations des débiteurs, des stocks et des créditeurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché et à une augmentation de 65,3 millions de dollars des impôts sur les bénéfices payés. La diminution a été contrebalancée en partie par une augmentation de 37,0 millions de dollars du BAIIA et par une baisse de 5,5 millions de dollars des intérêts et autres charges financières payés.

Les **activités d'investissement** pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 comprenaient principalement des ajouts aux immobilisations d'un montant de 74,9 millions de dollars et des ajouts de 19,1 millions de dollars aux actifs incorporels relatifs aux initiatives liées au PGI.

Les **activités de financement** pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 se composaient essentiellement d'une augmentation de 36,7 millions de dollars des emprunts bancaires et d'un remboursement net de 100,0 millions de dollars de la dette à long terme découlant de l'émission de billets à moyen terme d'un montant de 300,0 millions de dollars, qui a été utilisée en plus des fonds en caisse pour rembourser une tranche de 400,0 millions de dollars sur un emprunt bancaire à terme non garanti. De plus, des actions d'une valeur de 11,1 millions de dollars ont été émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions. Finalement, la Société a procédé au rachat de capital-actions pour un montant de 29,0 millions de dollars et a versé des dividendes de 57,9 millions de dollars.

### Trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et les montants pouvant être prélevés sur les facilités de crédit existantes devraient permettre à la Société de répondre à ses besoins en trésorerie pour au moins les 12 prochains mois. La Société croit qu'elle n'aurait aucune difficulté à obtenir du financement pour un montant supérieur à celui des facilités dont elle dispose actuellement afin de financer les acquisitions potentielles.

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio)

	30 juin 2017	31 mars 2017
Actifs à court terme	2 289,4	2 380,5
Passifs à court terme	1 115,6	1 193,4
Fonds de roulement	1 173,8	1 187,1
Ratio du fonds de roulement	2,05	1,99

Le ratio du fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir les passifs à court terme au moyen d'actifs à court terme, sans avoir un surplus d'actifs inactifs.

## Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

La Société vise un niveau d'endettement à long terme correspondant à un ratio d'environ 2,0 fois la dette nette<sup>1</sup> sur le BAIIA. De temps à autre, la Société peut s'éloigner de son niveau d'endettement à long terme cible afin d'effectuer des acquisitions et de saisir d'autres occasions stratégiques. Le cas échéant, la Société prévoit réduire le levier financier sur une période raisonnable en vue de maintenir ses notations de première qualité.

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

	30 juin 2017	31 mars 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	131,1	250,5
Emprunts bancaires	121,1	93,8
Dette nette <sup>1</sup>	1 390,0	1 343,3
BAIIA des 12 derniers mois	1 326,5	1 289,5
Dette nette sur le BAIIA des 12 derniers mois	1,05	1,04
Nombre d'actions ordinaires	386 040 053	386 234 311
Nombre d'options d'achat d'actions	21 174 006	17 850 014

<sup>1</sup> La dette nette se compose de la dette à long terme et des emprunts bancaires, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 30 juin 2017, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 131,1 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire disponibles d'environ 1,005 milliard de dollars, desquelles une tranche de 121,1 millions de dollars avait été prélevée. Se reporter aux notes 5 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour de plus amples renseignements sur les emprunts bancaires et la dette à long terme.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2018, la Société a émis des billets à moyen terme d'un montant de 300 millions de dollars en vertu de son programme de billets à moyen terme.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur émission. Aucune action privilégiée n'était en circulation. Au 28 juillet 2017, 386 168 896 actions ordinaires et 21 006 128 options d'achat d'actions étaient en circulation.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société assure la gestion et le suivi continu de ses engagements et de ses obligations contractuelles afin de veiller à ce qu'elle puisse s'acquitter de ceux-ci au moyen des fonds provenant de l'exploitation et de l'optimisation de sa structure du capital.

Les obligations contractuelles de la Société se composent des engagements relatifs au remboursement de certains de ses emprunts à long terme, des contrats de location visant des locaux, de l'équipement et du matériel roulant ainsi que des obligations d'achat au titre de dépenses en immobilisations pour lesquelles la Société est engagée.

(en millions de dollars CAD)

	30 juin 2017				31 mars 2017			
	Dette à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat	Total	Dette à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat	Total
Moins de 1 an	–	29,6	102,4	132,0	–	30,6	88,9	119,5
De 1 à 2 ans	–	24,7	–	24,7	–	25,3	–	25,3
De 2 à 3 ans	500,0	20,0	–	520,0	900,0	21,0	–	921,0
De 3 à 4 ans	300,0	15,5	–	315,5	–	16,9	–	16,9
De 4 à 5 ans	300,0	12,3	–	312,3	300,0	13,3	–	313,3
Plus de 5 ans	300,0	33,6	–	333,6	300,0	37,2	–	337,2
	1 400,0	135,7	102,4	1 638,1	1 500,0	144,3	88,9	1 733,2

### ***Dettes à long terme***

Comme il est décrit à la note 6 des états financiers consolidés, la dette à long terme de la Société se compose de facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties de 200,0 millions de dollars, échéant en décembre 2019, qui portent intérêt aux taux préférentiels des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou aux taux des acceptations bancaires majorés de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

La dette à long terme se compose également de quatre séries de billets à moyen terme d'un montant de 300,0 millions de dollars, pour un total de 1,200 milliard de dollars, portant intérêt à un taux variant entre 1,94 % et 2,83 % par année et échéant entre novembre 2019 et novembre 2023.

### ***Paiements minimaux sur les contrats de location simple***

La Société a des contrats de location simple à long terme pour des locaux, de l'équipement et du matériel roulant.

## **BILAN**

Les principaux postes du bilan au 30 juin 2017 ont varié essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, par rapport au 31 mars 2017.

Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités américaines libellées en dollars américains était de 1,2964 \$ CAD/USD au 30 juin 2017, contre 1,3318 \$ CAD/USD au 31 mars 2017. Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités en Argentine libellées en pesos argentins était de 0,0780 \$ CAD/ARS au 30 juin 2017, contre 0,0866 \$ CAD/ARS au 31 mars 2017. Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités australiennes libellées en dollars australiens était de 0,9969 \$ CAD/AUD au 30 juin 2017, contre 1,0157 \$ CAD/AUD au 31 mars 2017. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien et au peso argentin s'est traduite par des valeurs moins élevées comptabilisées dans les postes du bilan concernés de nos activités à l'étranger.

La position de trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie moins emprunts bancaires) a diminué, passant d'un montant positif de 156,7 millions de dollars au 31 mars 2017 à un montant positif de 10,0 millions de dollars au 30 juin 2017, principalement en raison de la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La variation de l'écart de conversion comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est attribuable principalement à l'affaiblissement du dollar américain.

## **SUIVI DE CERTAINS ÉLÉMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE**

Pour une analyse relative aux garanties, aux transactions entre parties liées, aux normes comptables, aux méthodes comptables critiques et au recours à des estimations comptables, aux normes futures, aux nouvelles normes comptables adoptées, aux risques et incertitudes, ainsi qu'une analyse de sensibilité des variations de taux d'intérêt et de la devise américaine, veuillez consulter l'information contenue dans le rapport annuel 2017 de la Société (pages 20 à 29 du rapport de gestion).

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin de permettre que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

## **CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, ont conclu, qu'à leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, il n'y a eu, au 30 juin 2017, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.



## INFORMATION SECTORIELLE

Au 1<sup>er</sup> avril 2017, le Secteur Canada comprend les revenus nationaux et d'exportation d'ingrédients fabriqués au Canada. Le Secteur USA comprend les revenus nationaux d'ingrédients et les revenus d'exportation d'ingrédients et de fromages fabriqués aux États-Unis. Avant le 1<sup>er</sup> avril 2017, ces chiffres étaient présentés dans la Division Ingrédients laitiers du Secteur International. Par conséquent, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à la présentation actuelle.

### Secteur Canada

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018	2017			
	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	999,2	959,8	1 059,0	1 044,3	997,1
BAIIA	117,0	104,1	116,9	119,8	112,3

Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada).

### Revenus

Les revenus du Secteur Canada ont totalisé 999,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2017, en hausse de 2,1 millions de dollars, ou 0,2 %, comparativement à 997,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des revenus attribuable à la hausse des prix de vente liée à l'augmentation du coût de la matière première, le lait, a été contrebalancée principalement par la baisse des volumes de ventes des jus à la suite de notre retrait de cette catégorie de produits.

### BAIIA

Le BAIIA du Secteur Canada a totalisé 117,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2017, en hausse de 4,7 millions de dollars, ou 4,2 %, comparativement à 112,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'amélioration de la matière première et l'optimisation des ingrédients, la hausse des prix sur les marchés internationaux des ingrédients laitiers et une combinaison de produits favorable ont eu une incidence positive sur le BAIIA. Cette hausse a été contrebalancée en partie par la hausse des coûts liés à la logistique et à l'entreposage découlant des frais d'entreposage externe additionnels.

## Secteur USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018	2017			
	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	<b>1 578,3</b>	1 486,5	1 593,8	1 532,0	1 391,0
BAIIA	<b>196,5</b>	150,5	200,1	196,1	187,5

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018	2017			
	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché <sup>1,2</sup>	<b>3</b>	(10)	(3)	20	(11)
Taux de change du dollar américain <sup>1</sup>	<b>8</b>	(7)	–	–	8

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

<sup>2</sup> Les facteurs du marché se rapportent au Secteur USA et comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

### Autres informations pertinentes

(en dollars USD, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2018	2017			
	T1	T4	T3	T2	T1
Prix moyen du bloc par livre de fromage	<b>1,575</b>	1,580	1,738	1,689	1,412
Prix de clôture du bloc par livre de fromage <sup>1</sup>	<b>1,525</b>	1,520	1,660	1,533	1,660
Prix moyen du beurre par livre	<b>2,312</b>	2,177	1,997	2,149	2,125
Prix de clôture du beurre par livre <sup>2</sup>	<b>2,643</b>	2,108	2,268	1,898	2,350
Prix moyen du lactosérum par livre <sup>3</sup>	<b>0,465</b>	0,482	0,380	0,299	0,241
Écart <sup>4</sup>	<b>0,039</b>	0,011	0,112	0,119	0,125
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien <sup>5</sup>	<b>1,344</b>	1,324	1,334	1,305	1,288

<sup>1</sup> Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

<sup>2</sup> Le prix de clôture du beurre correspond au prix du beurre de catégorie AA transigé sur la CME le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

<sup>3</sup> Le prix de marché moyen du lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

<sup>4</sup> L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

<sup>5</sup> Selon l'information publiée par Bloomberg.

Le Secteur USA se compose de la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA).

### Revenus

Les revenus du Secteur USA ont totalisé 1,578 milliard de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2017, en hausse d'environ 187 millions de dollars, ou 13,4 %, comparativement à 1,391 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix du beurre au premier trimestre de l'exercice 2018 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 66 millions de dollars. La hausse des volumes de ventes, une combinaison de produits favorable et la hausse des prix de vente sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers ont aussi eu une incidence positive sur les revenus au cours du trimestre. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une augmentation des revenus d'environ 59 millions de dollars.

## **BAIIA**

Le BAIIA du Secteur USA a totalisé 196,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2017, en hausse de 9,0 millions de dollars, ou 4,8 %, comparativement à 187,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des volumes de ventes et une combinaison de produits favorable se sont traduites par une augmentation du BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation a été contrebalancée par des dépenses promotionnelles additionnelles, par la hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI et par la hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant d'une augmentation des coûts de l'essence. De plus, l'amélioration du marché des ingrédients laitiers a eu une incidence positive sur le BAIIA. La variation du prix moyen du bloc par livre de fromage au cours du trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence favorable sur la réalisation des stocks et sur l'absorption des frais fixes. Toutefois, la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été défavorable. Ces facteurs du marché combinés, y compris les marges favorables liées à une fluctuation des prix sur le marché du beurre, ont eu une incidence positive sur le BAIIA d'environ 3 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence positive d'environ 8 millions de dollars sur le BAIIA.

## Secteur International

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018	2017			
	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	314,6	273,5	313,3	269,0	243,3
BAIIA	41,7	29,5	29,6	24,7	18,4

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2018	2017			
	T1	T4	T3	T2	T1
Réduction de valeur des stocks	(1)	(2)	–	(1)	(1)
Conversion des devises <sup>1</sup>	1	(1)	4	1	3

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le Secteur International se compose de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Australie).

### Revenus

Les revenus du Secteur International ont totalisé 314,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2017, en hausse de 71,3 millions de dollars, ou 29,3 %, comparativement à 243,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente, tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation, et la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain sur le marché de l'exportation se sont traduites par une augmentation des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. De plus, la hausse des volumes de ventes de la Division Produits laitiers (Argentine), tant sur le marché national que sur le marché de l'exportation, s'est traduite par une augmentation des revenus. Cette hausse a été contrebalancée en partie par une baisse des volumes de ventes sur le marché national de la Division Produits laitiers (Australie). La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises utilisées dans le Secteur International a eu une incidence minime sur les revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

### BAIIA

Le BAIIA du Secteur International a totalisé 41,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2017, en hausse de 23,3 millions de dollars, ou 126,6 %, comparativement à 18,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente et des volumes de ventes a eu une incidence positive sur le BAIIA. Sur le marché de l'exportation, la fluctuation du peso argentin par rapport au dollar américain a eu une incidence positive sur le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une hausse des frais d'administration découlant essentiellement des initiatives liées au PGI par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA du premier trimestre de l'exercice considéré et de l'exercice précédent a subi l'incidence négative d'une réduction de la valeur des stocks d'environ 1 million de dollars découlant de la baisse de certains prix de vente sur le marché. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence positive sur le BAIIA d'environ 1 million de dollars.

## PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2018, la Société a l'intention de tirer parti de ses plateformes complémentaires mondiales pour faire face aux défis sur le marché des produits laitiers. La Société bénéficie d'un bilan et d'une structure du capital solides, soutenus par un niveau élevé de flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et un faible niveau d'endettement. Cette souplesse financière permet à la Société de croître par l'entremise d'acquisitions ciblées et de façon organique grâce à des dépenses en immobilisations stratégiques. La création de valeur pour les actionnaires et l'amélioration de la rentabilité demeurent les pierres angulaires des objectifs de la Société. La Société est engagée à fabriquer des produits de qualité et elle continuera de mettre l'accent sur l'efficacité opérationnelle.

La Société poursuivra ses activités de planification et de conception liées à la migration vers un nouveau PGI. Dans l'ensemble, la mise en œuvre du PGI progresse comme prévu. En juillet 2017, le PGI a été mis en œuvre en Australie. Au cours de l'exercice 2018, la Société prévoit mettre le PGI en œuvre au sein de la Division Aliments laitiers (USA). Dans la Division Fromages (USA), comme dans les autres divisions, nous allouerons des ressources dans le cadre des initiatives liées au PGI, puisque la mise en œuvre est prévue à l'exercice 2019. La Division Produits laitiers (Canada) sera la dernière division à mettre en œuvre les initiatives liées au PGI, qui est prévue à l'exercice 2020.

Au Canada, afin d'atténuer les pressions à la baisse sur les marges, la faible croissance et les conditions de marché concurrentielles, nous continuerons de mettre l'accent sur la révision de l'ensemble de nos activités pour améliorer l'efficacité opérationnelle. Ainsi, nous fermerons l'usine d'Ottawa, en Ontario, en décembre 2017, tel qu'il a été annoncé précédemment. Au cours de l'exercice 2018, la Division Produits laitiers (Canada) entreprendra des projets d'immobilisations visant à améliorer l'efficacité et à accroître la capacité, afin de conserver sa position de chef de file. Nous avons l'intention de tirer parti des efforts que nous avons déployés pour relancer la marque *Saputo* en réaffirmant notre engagement envers les clients d'un océan à l'autre afin d'être leur marque de fromage préférée et de confiance, et ce, au moyen de diverses activités promotionnelles, de campagnes publicitaires variées et d'emballages novateurs.

Dans la Division Fromages (USA), nous nous concentrerons sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et sur le contrôle des coûts pour atténuer l'incidence négative sur le BAIIA des marchés des marchandises pour les ingrédients laitiers. Au cours de l'exercice 2018, la Division Fromages (USA) complétera son projet stratégique d'immobilisations lié à l'amélioration de sa capacité de production de fromage bleu. Bien que des dépenses additionnelles liées au démarrage de cette nouvelle usine soient prévues, ce projet de dépenses en immobilisations permettra à la Division de renforcer sa position au sein de la catégorie du fromage bleu. De plus, la Division Fromages (USA) poursuivra la croissance des volumes des ventes de fromage à l'exportation, dans la mesure où les prix du lait aux États-Unis sont concurrentiels avec les prix mondiaux.

La Division Aliments laitiers (USA) continue de se concentrer sur l'optimisation et la maximisation de ses investissements dans son réseau existant afin de tirer parti des nouvelles capacités de production, de favoriser la croissance future, de satisfaire à la demande des clients et de mettre en marché de nouveaux produits. Le Secteur continuera d'investir pour soutenir ses capacités de production et consolider sa position concurrentielle en matière de coûts. Plus précisément, la Division Aliments laitiers (USA) se concentrera sur des dépenses en immobilisations ciblées visant à accroître la capacité de production.

Le Secteur International continuera de chercher à accroître les volumes de ventes sur les marchés existants et de développer ses affaires sur d'autres marchés internationaux. Au deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Division Produits laitiers (Australie) bénéficiera d'une capacité accrue de production de fromage à la suite de l'achèvement de son projet d'expansion. Ce Secteur continuera d'évaluer l'ensemble de ses activités afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et s'efforcera de maximiser sa flexibilité opérationnelle pour atténuer la volatilité des conditions du marché. Malgré les variations normales inhérentes aux marchés internationaux, nous ne prévoyons pas de baisses importantes des prix du fromage à l'échelle internationale en 2017. Pour ce qui est du marché des ingrédients laitiers, nous prévoyons que les prix demeureront relativement stables durant cette période. Nous continuerons donc de mettre l'accent sur le contrôle des coûts et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle afin d'atténuer l'incidence sur le BAIIA.

L'innovation a toujours été une priorité, celle-ci nous permettant d'offrir des produits qui répondent aux besoins des consommateurs. Nous allons donc continuer de nouer et de conserver des relations à long terme tant avec les consommateurs qu'avec la clientèle.

Nous visons toujours à accroître l'efficacité globale de tous nos secteurs et à poursuivre notre croissance, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions.

*(signé) Lino Saputo*  
Lino Saputo  
Président du conseil d'administration

*(signé) Lino A. Saputo, Jr.*  
Lino A. Saputo, Jr.  
Chef de la direction et vice-président du conseil d'administration

Le 1<sup>er</sup> août 2017

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)  
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
<b>Revenus</b>	<b>2 892,1 \$</b>	<b>2 631,4 \$</b>
Coûts d'exploitation, excluant l'amortissement (note 4)	<b>2 536,9</b>	2 313,2
<b>Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement</b>	<b>355,2</b>	318,2
Amortissement	<b>53,7</b>	49,3
Intérêts sur la dette à long terme	<b>7,8</b>	10,7
Autres charges financières (note 9)	<b>2,1</b>	2,0
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>291,6</b>	256,2
Impôts sur les bénéfices	<b>91,3</b>	79,5
<b>Bénéfice net</b>	<b>200,3 \$</b>	176,7 \$
<b>Bénéfice net par action (note 8)</b>		
De base	<b>0,52 \$</b>	0,45 \$
Dilué	<b>0,51 \$</b>	0,44 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars CAD)  
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
<b>Bénéfice net</b>	<b>200,3 \$</b>	<b>176,7 \$</b>
Autres éléments du résultat global :		
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net :</i>		
Écarts de change découlant de la conversion des devises	(129,8)	(39,2)
Gains nets non réalisés sur couvertures de flux de trésorerie <sup>1</sup> (note 10)	9,0	3,7
Reclassement des gains sur couvertures de flux de trésorerie en résultat net <sup>2</sup>	(1,1)	(1,6)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(121,9)</b>	<b>(37,1)</b>
<b>Total du bénéfice global</b>	<b>78,4 \$</b>	<b>139,6 \$</b>

<sup>1</sup> Après impôts sur les bénéfices de 3,8 \$ (2,4 \$ en 2016).

<sup>2</sup> Après impôts sur les bénéfices de 0,5 \$ (0,7 \$ en 2016).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.



## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)  
(non audités)

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017

	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves				
<b>Solde au début de l'exercice</b>	386 234 311	871,1 \$	717,8 \$	(3,0) \$	97,9 \$	812,7 \$	2 639,1 \$	4 322,9 \$	– \$	4 322,9 \$
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	200,3	200,3	–	200,3
Autres éléments du résultat global	–	–	(129,8)	7,9	–	(121,9)	–	(121,9)	–	(121,9)
Total du bénéfice global								78,4	–	78,4
Dividendes déclarés	–	–	–	–	–	–	(57,9)	(57,9)	–	(57,9)
Régime d'options d'achat d'actions (note 7)	–	–	–	–	5,9	5,9	–	5,9	–	5,9
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	460 642	11,1	–	–	–	–	–	11,1	–	11,1
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	–	2,2	–	–	(2,2)	(2,2)	–	–	–	–
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	–	–	–	–	0,7	0,7	–	0,7	–	0,7
Actions rachetées et annulées	(654 900)	(1,4)	–	–	–	–	(27,6)	(29,0)	–	(29,0)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>386 040 053</b>	<b>883,0 \$</b>	<b>588,0 \$</b>	<b>4,9 \$</b>	<b>102,3 \$</b>	<b>695,2 \$</b>	<b>2 753,9 \$</b>	<b>4 332,1 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>4 332,1 \$</b>

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016

	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves				
<b>Solde au début de l'exercice</b>	392 520 687	821,0 \$	613,6 \$	– \$	82,1 \$	695,7 \$	2 485,1 \$	4 001,8 \$	68,0 \$	4 069,8 \$
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	176,5	176,5	0,2	176,7
Autres éléments du résultat global	–	–	(39,2)	2,1	–	(37,1)	–	(37,1)	–	(37,1)
Total du bénéfice global								139,4	0,2	139,6
Dividendes déclarés	–	–	–	–	–	–	(53,1)	(53,1)	–	(53,1)
Régime d'options d'achat d'actions (note 7)	–	–	–	–	5,4	5,4	–	5,4	–	5,4
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	622 506	13,0	–	–	–	–	–	13,0	–	13,0
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	–	2,9	–	–	(2,9)	(2,9)	–	–	–	–
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	–	–	–	–	0,9	0,9	–	0,9	–	0,9
Actions rachetées et annulées	(438 000)	(1,0)	–	–	–	–	(14,7)	(15,7)	–	(15,7)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>392 705 193</b>	<b>835,9 \$</b>	<b>574,4 \$</b>	<b>2,1 \$</b>	<b>85,5 \$</b>	<b>662,0 \$</b>	<b>2 593,8 \$</b>	<b>4 091,7 \$</b>	<b>68,2 \$</b>	<b>4 159,9 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

**BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS***(en millions de dollars CAD)*

<b>Aux</b>	<b>30 juin 2017</b> <b>(non audité)</b>	<b>31 mars 2017</b> <b>(audité)</b>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	131,1 \$	250,5 \$
Débiteurs	904,2	863,2
Stocks	1 189,6	1 172,5
Impôts à recevoir	7,7	15,0
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	56,8	79,3
	<b>2 289,4</b>	<b>2 380,5</b>
<b>Immobilisations</b>	<b>2 146,4</b>	<b>2 165,5</b>
<b>Goodwill</b>	<b>2 191,6</b>	<b>2 240,5</b>
<b>Actifs incorporels</b>	<b>666,9</b>	<b>662,3</b>
<b>Autres éléments d'actif</b>	<b>87,6</b>	<b>99,7</b>
<b>Impôts différés</b>	<b>41,4</b>	<b>48,1</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>7 423,3 \$</b>	<b>7 596,6 \$</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passifs à court terme</b>		
Emprunts bancaires (note 5)	121,1 \$	93,8 \$
Créditeurs et charges à payer	949,9	1 008,3
Impôts à payer	44,6	91,3
	<b>1 115,6</b>	<b>1 193,4</b>
<b>Dettes à long terme (note 6)</b>	<b>1 400,0</b>	<b>1 500,0</b>
<b>Autres éléments de passif</b>	<b>62,7</b>	<b>68,9</b>
<b>Impôts différés</b>	<b>512,9</b>	<b>511,4</b>
<b>Total du passif</b>	<b>3 091,2 \$</b>	<b>3 273,7 \$</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions (note 7)	883,0	871,1
Réserves	695,2	812,7
Bénéfices non distribués	2 753,9	2 639,1
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>4 332,1 \$</b>	<b>4 322,9 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>7 423,3 \$</b>	<b>7 596,6 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars CAD)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>		
<b>Exploitation</b>		
Bénéfice net	200,3 \$	176,7 \$
Ajustements pour :		
Rémunération à base d'actions	6,9	6,3
Intérêts et autres charges financières	9,9	12,7
Charge d'impôts sur les bénéfices	91,3	79,5
Amortissement	53,7	49,3
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations	(0,2)	0,1
Quote-part des bénéfices des coentreprises, déduction faite des dividendes reçus	8,4	(0,7)
Sous-financement des régimes des employés sur le coût	0,3	1,2
	<b>370,6</b>	<b>325,1</b>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(120,1)	94,4
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	250,5	419,5
Intérêts et autres charges financières payés	(15,9)	(21,4)
Impôts sur les bénéfices payés	(114,8)	(49,5)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	<b>119,8</b>	<b>348,6</b>
<b>Investissement</b>		
Ajouts aux immobilisations	(74,9)	(64,0)
Ajouts aux actifs incorporels	(19,1)	(15,0)
Produit de la cession d'immobilisations	0,6	0,2
Autres	(0,1)	(0,9)
	<b>(93,5)</b>	<b>(79,7)</b>
<b>Financement</b>		
Emprunts bancaires	36,7	(70,8)
Produit de l'émission de la dette à long terme	300,0	300,0
Remboursement de la dette à long terme	(400,0)	(226,0)
Émission de capital-actions	11,1	13,0
Rachat de capital-actions	(29,0)	(15,7)
Dividendes	(57,9)	(53,1)
	<b>(139,1)</b>	<b>(52,6)</b>
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(112,8)</b>	<b>216,3</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>250,5</b>	<b>164,3</b>
<b>Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>(6,6)</b>	<b>1,0</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>131,1 \$</b>	<b>381,6 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en millions de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions.)  
(non audités)

## NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la « Société ») est une société ouverte constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis, de l'Argentine et de l'Australie. L'adresse du siège social de la Société est le 6869, boulevard Métropolitain Est, Montréal, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers ») de la Société pour la période terminée le 30 juin 2017 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 1<sup>er</sup> août 2017, la publication des états financiers pour la période terminée le 30 juin 2017.

## NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Conséquemment, certaines exigences, en matière d'informations à fournir, habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») ont été omises ou résumées.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables et procédés de calcul appliqués dans les présents états financiers sont les mêmes que ceux appliqués par la Société dans ses états financiers consolidés au 31 mars 2017 et pour l'exercice terminé à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des nouvelles normes, interprétations et modifications décrites plus bas.

Les présents états financiers devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités de la Société.

### **INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN ŒUVRE**

L'IASB procède continuellement à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des modifications sont présentés plus bas.

#### ***IFRS 2, Paiement fondé sur des actions***

En juin 2016, l'IASB a publié une modification visant à clarifier la façon de comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications décrivent les exigences liées à la comptabilisation de l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie; des transactions dont le paiement est fondé sur des actions comportant l'option de règlement net aux fins des obligations de retenue d'impôt; ainsi que d'une modification des modalités d'un paiement fondé sur des actions qui donne lieu à un changement dans le classement de la transaction qui est réglée en instruments de capitaux propres plutôt qu'en trésorerie.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette modification.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### **IFRS 9, Instruments financiers**

L'IASB a publié IFRS 9 en novembre 2009 dans le but à long terme de remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Depuis, une modification, publiée en juillet 2014, a été apportée à la norme relativement au classement des actifs financiers et à l'utilisation d'un seul modèle de dépréciation pour tous les instruments financiers.

Cette modification, de même que l'application de la norme, entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme, y compris la modification.

### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

L'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, dont l'objectif est de mettre en œuvre un modèle unique de comptabilisation des produits tirés de contrats conclus avec des clients. Cette nouvelle norme annulera et remplacera les directives actuelles de comptabilisation des produits d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*.

L'objectif de cette norme est d'établir une méthode de comptabilisation des produits en cinq étapes : identification d'un contrat conclu avec des clients, identification des obligations de prestation, détermination du prix de transaction, répartition du prix de transaction entre les obligations de prestation et comptabilisation des produits lorsque les obligations de prestation sont remplies. Dans certains cas, les transferts d'actifs non liés aux activités ordinaires de l'entité devront aussi être soumis aux exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation du nouveau modèle. Cette norme élargit également les exigences en matière d'informations à fournir.

En avril 2016, l'IASB a modifié IFRS 15 pour y inclure des clarifications des directives sur l'identification des obligations de prestation, sur la comptabilisation des licences de propriété intellectuelle et sur la distinction entre une entité agissant pour son propre compte et celle qui agit comme mandataire (présentation des produits bruts par rapport aux produits nets).

En ce qui a trait à l'identification des obligations de prestation, les modifications clarifient la façon de déterminer si les promesses contenues dans un contrat sont des biens et des services distincts et, par conséquent, s'ils devraient être comptabilisés séparément. Les modifications aux directives sur les licences clarifient la façon de déterminer si les produits tirés d'une licence de propriété intellectuelle devraient être comptabilisés progressivement ou à un moment précis. En ce qui a trait à la distinction entre une entité agissant pour son propre compte et celle qui agit comme mandataire, les modifications précisent que l'entité agissant pour son propre compte en vertu d'un accord contrôle un bien ou un service avant qu'il ne soit fourni à un client.

Cette norme, de même que les modifications connexes, entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

### **IAS 40, Immeubles de placement**

En décembre 2016, l'IASB a publié une modification d'IAS 40 afin de clarifier les indications sur les transferts d'actifs depuis la catégorie immeubles de placement ou vers celle-ci. La modification indique que pour transférer un bien immobilier depuis ou vers la catégorie immeubles de placement, il doit exister une indication que l'utilisation du bien immobilier a changé. Pour conclure que l'utilisation du bien immobilier a changé, il est convenu d'évaluer si le bien immobilier répond à la définition de ce terme. Le changement doit être confirmé au moyen d'éléments probants. Cette modification peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette modification.

### **IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée**

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, qui fournit des indications sur la manière de déterminer la date de la transaction lors de l'application de la norme sur les transactions en monnaie étrangère, conformément à IAS 1. L'interprétation s'applique lorsqu'une entité paie ou reçoit une contrepartie anticipée dans le cadre de contrats libellés en devises. La date de la transaction détermine le taux de change à utiliser au moment de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou des produits connexes. Cette interprétation fournit des directives pour les cas de paiements ou d'encaissements uniques et pour les cas de paiements ou d'encaissements multiples et vise à réduire la diversité des pratiques.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### **IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme éliminera la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement et imposera la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location au bilan. Pour le bailleur, la comptabilisation demeurera essentiellement inchangée, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement sera maintenue.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

### **IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux**

En juin 2017, le Comité d'interprétations des IFRS a publié IFRIC 23, qui clarifie la manière d'appliquer les exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation prescrites dans IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'une incertitude subsiste quant aux traitements fiscaux à utiliser.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

### **IFRS 10, États financiers consolidés et IAS 28, Participations dans des entreprises associées**

L'IASB a publié précédemment une modification à portée limitée d'IFRS 10, *États financiers consolidés*, et d'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, pour corriger une incohérence reconnue entre les exigences de ces deux normes au sujet de la vente ou de l'apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou sa coentreprise. Les modifications exigeaient à l'origine la comptabilisation intégrale du gain ou de la perte découlant d'une transaction portant sur des actifs qui constituaient une entreprise et la comptabilisation partielle du gain ou de la perte découlant d'une transaction portant sur des actifs qui ne constituaient pas une entreprise.

La date d'entrée en vigueur de ces modifications a été reportée indéfiniment. L'incidence de l'adoption de ces modifications n'a pas encore été déterminée.

## QUESTIONS LIÉES À L'APPLICATION D'IFRS 9 ET D'IFRS 15

IFRS 9 et IFRS 15 doivent être appliquées pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société n'adoptera pas IFRS 9 ni IFRS 15 de façon anticipée.

IFRS 9 s'applique de manière rétrospective conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, sous réserve de certaines exemptions et exceptions. De façon générale, les principales incidences de l'adoption d'IFRS 9 devraient être liées au classement et à l'évaluation des actifs financiers, à l'introduction d'un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues (plutôt que les pertes subies selon IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation*), à la comptabilité de couverture et à des obligations d'information additionnelles importantes.

La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme. Au cours de son analyse préliminaire, aucune différence qui changerait de façon importante le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société n'a été décelée. La Société prévoit appliquer la méthode simplifiée et comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie de toutes les créances clients. La Société continue d'évaluer l'incidence de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés, mais ne s'attend pas à ce qu'elle ait une incidence importante.

IFRS 15 peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : de façon rétrospective à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente l'information financière, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, ou de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application d'IFRS 15 à la date de la première application. La Société a décidé d'utiliser la seconde méthode comme méthode de transition, tel qu'il est prescrit aux termes d'IFRS 15.

Les principaux effets de l'adoption d'IFRS 15 devraient être liés au moment de la comptabilisation des produits, au rôle qui incombe à la Société, à savoir si elle agit pour son propre compte ou comme mandataire pour les activités d'expédition et de manutention, au montant de contrepartie variable à inclure dans le prix de transaction (comme les rabais, les incitatifs et les escomptes) et aux paiements faits en contrepartie d'un bien ou d'un service distinct ou en tant qu'incitatifs à la vente, de même qu'à la présentation d'informations supplémentaires.

Selon les évaluations préliminaires effectuées à ce jour, la Société ne prévoit pas que l'adoption d'IFRS 15 aura une incidence importante sur les états financiers consolidés. L'incidence se traduira par une augmentation des revenus et des coûts d'exploitation. La direction procède actuellement à la quantification de l'incidence comptable de l'adoption d'IFRS 15 et à la date des présentes, celle-ci progresse selon l'échéancier prévu par la direction.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### **INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS ADOPTÉES AU COURS DE LA PÉRIODE**

Les normes qui suivent ont été adoptées par la Société le 1<sup>er</sup> avril 2017 :

#### **IAS 7, Tableau des flux de trésorerie**

IAS 7 a été modifiée pour y inclure des exigences supplémentaires en matière de présentation de la variation des passifs issus des activités de financement telles que i) les changements issus des flux de trésorerie de financement; ii) les changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) l'effet des variations des cours des monnaies étrangères; iv) les variations des justes valeurs; v) les autres changements.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017.

#### **IAS 12, Impôts sur le résultat**

IAS 12 a été modifiée afin de clarifier les exigences relatives à la comptabilisation d'actifs d'impôts différés pour les pertes non réalisées sur les instruments de créance évalués à la juste valeur.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017.

## NOTE 4 COÛTS D'EXPLOITATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	(36,7) \$	35,3 \$
Matières premières et consommables utilisées	1 994,2	1 749,4
Perte sur change	3,3	0,3
Avantages du personnel	332,0	301,0
Frais de vente	88,0	74,8
Autres frais généraux et d'administration	156,1	152,4
Total	2 536,9 \$	2 313,2 \$

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017, une réduction de valeur de 0,9 million de dollars a été constatée à titre de charge dans les « Coûts d'exploitation, excluant l'amortissement », dans les « Variations des stocks de produits finis et de produits en cours » (1,0 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016). Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

## NOTE 5 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant utilisé	
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base	30 juin 2017	31 mars 2017
Amérique du Nord – États-Unis	Décembre 2021 <sup>1</sup>	259,3	200,0 USD	– \$	– \$
Amérique du Nord – Canada	Décembre 2021 <sup>1</sup>	388,9	300,0 USD	14,3	–
Argentine	Annuelle <sup>2</sup>	132,2	102,0 USD	46,3	46,2
Argentine	Annuelle <sup>3</sup>	102,2	1 310,0 ARS	37,4	23,9
Australie	Annuelle <sup>4</sup>	24,9	25,0 AUD	–	–
Australie	Annuelle <sup>5</sup>	97,2	75,0 USD	23,1	23,7
		1 004,7		121,1 \$	93,8 \$

<sup>1</sup> Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon les notations de crédit de la Société.

<sup>2</sup> Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être utilisée en dollars américains.

<sup>3</sup> Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être utilisée en pesos argentins.

<sup>4</sup> Porte mensuellement intérêt au taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,85 %.

<sup>5</sup> Porte mensuellement intérêt au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,75 % et peut être utilisée en dollars australiens ou américains.

## NOTE 6 DETTE À LONG TERME

	30 juin 2017	31 mars 2017
Facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties		
Obtenues en décembre 2012 et échéant en décembre 2019 (850 millions de dollars) <sup>1</sup>	200,0 \$	600,0 \$
Billets de premier rang non garantis <sup>2</sup>		
2,65 %, émis en novembre 2014 et échéant en novembre 2019 (série 1)	300,0	300,0
2,20 %, émis en juin 2016 et échéant en juin 2021 (série 2)	300,0	300,0
2,83 %, émis en novembre 2016 et échéant en novembre 2023 (série 3)	300,0	300,0
1,94 %, émis en juin 2017 et échéant en juin 2022 (série 4)	300,0	–
	1 400,0 \$	1 500,0 \$
Tranche échéant à moins d'un an	–	–
	1 400,0 \$	1 500,0 \$
Les remboursements de capital se répartissent comme suit :		
Moins de 1 an	– \$	– \$
De 1 à 2 ans	–	–
De 2 à 3 ans	500,0	900,0
De 3 à 4 ans	300,0	–
De 4 à 5 ans	300,0	300,0
Plus de 5 ans	300,0	300,0
	1 400,0 \$	1 500,0 \$

<sup>1</sup> Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon les notations de crédit de la Société, et les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens ou en dollars américains. Avec prise d'effet le 4 février 2013, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt afin de fixer son taux, lequel a pris fin le 30 décembre 2016. Au 30 juin 2017, un montant de 148,5 millions de dollars USD avait été prélevé et le risque de taux de change était contrebalancé par un swap de devises (452,9 millions de dollars USD au 31 mars 2017).

<sup>2</sup> Les paiements d'intérêts sont semestriels.

Le 12 juin 2017, la Société a émis des billets à moyen terme de série 4, pour un montant de 300,0 millions de dollars, portant intérêt à un taux annuel de 1,94 % et échéant le 13 juin 2022. Les intérêts sont payables en versements semestriels égaux. Cette émission a été faite dans le cadre de son programme de billets à moyen terme, expirant en janvier 2019.



## NOTE 7 CAPITAL-ACTIONS

	30 juin 2017	31 mars 2017
ÉMIS		
386 040 053 actions ordinaires (386 234 311 actions ordinaires au 31 mars 2017)	883,0 \$	871,1 \$

### RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Le nombre d'options en circulation, pour les périodes de trois mois, a varié de la façon suivante :

	30 juin 2017		30 juin 2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	17 850 014	29,00 \$	16 903 824	24,41 \$
Options octroyées	3 908 023	46,29 \$	4 218 934	41,40 \$
Options levées	(460 642)	24,21 \$	(622 506)	20,93 \$
Options annulées	(123 389)	31,97 \$	(128 514)	31,77 \$
Solde à la fin de la période	21 174 006	32,28 \$	20 371 738	27,99 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2018 est de 46,29 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi (41,40 \$ pour l'exercice 2017).

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice 2018 a été estimée à 7,68 \$ par option (6,94 \$ pour l'exercice 2017) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	30 juin 2017	31 mars 2017
<b>Moyenne pondérée :</b>		
Taux d'intérêt sans risque	1,10 %	0,81 %
Durée de vie prévue des options	5,4 ans	5,4 ans
Volatilité <sup>1</sup>	18,89 %	20,01 %
Taux de dividendes	1,26 %	1,34 %

<sup>1</sup> La volatilité prévue est fondée sur la volatilité historique du prix des actions sur une période semblable à la durée de vie des options.

Une charge de rémunération de 5,9 millions de dollars (4,9 millions de dollars, déduction faite des impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 et une charge de rémunération de 5,4 millions de dollars (4,5 millions de dollars, déduction faite des impôts sur les bénéfices) a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016.

## NOTE 8 BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
Bénéfice net	200,3 \$	176,7 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	–	0,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de Saputo inc.	200,3 \$	176,5 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	386 058 128	392 739 402
Options dilutives	5 227 637	5 731 784
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	391 285 765	398 471 186
Bénéfice net de base par action	0,52 \$	0,45 \$
Bénéfice net dilué par action	0,51 \$	0,44 \$

Lors du calcul du bénéfice net dilué par action pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017, 3 895 077 options ont été exclues du calcul puisque leur prix d'exercice est supérieur à la valeur de marché moyenne des actions ordinaires pour la période (4 185 557 options exclues pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016).

## NOTE 9 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
Charges financières	2,9 \$	2,3 \$
Revenus financiers	(0,8)	(0,3)
	2,1 \$	2,0 \$

## NOTE 10 INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de certains de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers au 30 juin 2017 et au 31 mars 2017. Étant donné que des estimations sont utilisées pour déterminer la juste valeur, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans le cas d'un règlement des instruments.

	30 juin 2017		31 mars 2017	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>				
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	5,2 \$	5,2 \$	(1,6) \$	(1,6) \$
Dérivés de change (niveau 2)	(10,3)	(10,3)	3,2	3,2
<b>Dérivés non désignés dans une relation de couverture officielle</b>				
Contrats à terme de gré à gré sur actions (niveau 2)	(2,2)	(2,2)	5,1	5,1
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	1,5	1,5	0,1	0,1
<b>Dettes à long terme (niveau 2)</b>	<b>1 404,1 \$</b>	<b>1 400,0 \$</b>	<b>1 520,5 \$</b>	<b>1 500,0 \$</b>

## NOTE 11 INFORMATION SECTORIELLE

La Société présente l'information financière selon trois secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA se compose de la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA). Le Secteur International se compose de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Australie).

Au 1<sup>er</sup> avril 2017, le Secteur Canada comprend les revenus nationaux et d'exportation d'ingrédients fabriqués au Canada. Le Secteur USA comprend les revenus nationaux d'ingrédients et les revenus d'exportation d'ingrédients et de fromages fabriqués aux États-Unis. Avant le 1<sup>er</sup> avril 2017, ces chiffres étaient présentés dans la Division Ingrédients laitiers du Secteur International. Par conséquent, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à la présentation actuelle.

La direction a regroupé la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA) en raison de similitudes dans les rendements moyens à long terme et des facteurs de marché corrélés dictant des stratégies de prix qui affectent les opérations des deux divisions. Les divisions au sein du Secteur International ont été combinées en raison de similitudes dans les facteurs du marché mondial et les processus de production.

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2017	2016
<b>Revenus</b>		
Canada	999,2 \$	997,1 \$
USA	1 578,3	1 391,0
International	314,6	243,3
	<b>2 892,1 \$</b>	<b>2 631,4 \$</b>
<b>Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement</b>		
Canada	117,0 \$	112,3 \$
USA	196,5	187,5
International	41,7	18,4
	<b>355,2 \$</b>	<b>318,2 \$</b>
<b>Amortissement</b>		
Canada	13,6 \$	14,1 \$
USA	32,5	29,5
International	7,6	5,7
	<b>53,7 \$</b>	<b>49,3 \$</b>
Charges financières, montant net	9,9	12,7
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>291,6</b>	<b>256,2</b>
Impôts sur les bénéfices	91,3	79,5
<b>Bénéfice net</b>	<b>200,3 \$</b>	<b>176,7 \$</b>

## ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉE)

### **CALCUL DU RATIO DE COUVERTURE PAR LE BÉNÉFICE**

Le tableau qui suit présente le ratio de couverture par le bénéfice pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2017 :

<b>Ratio de couverture par le bénéfice</b>	<b>28,51 fois</b>
--	-------------------

Le ratio de couverture par le bénéfice correspond au bénéfice net (avant intérêts sur la dette à long terme, autres charges financières et impôts sur les bénéfices) pour la période applicable divisé par les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières pour la période applicable.